

Printemps de l'École des hautes études publiques

Le local à la lumière de la diversité,
la diversité à la lumière du local

1^{er} et 2 mai 2017



UNIVERSITÉ DE MONCTON
CAMPUS DE MONCTON

BIENVENUE

aux Printemps de l'École des hautes études publiques!

Notre objectif est de favoriser la circulation des connaissances sur des thèmes d'importance pour la communauté tout en permettant aux acteurs et aux chercheurs d'horizons divers de développer des collaborations ou plus simplement de dialoguer entre eux.

Les Printemps cherchent également à ouvrir la recherche universitaire à un public varié. Chercheurs, professeurs, étudiants, décideurs, membres et responsables d'organismes communautaires ou citoyens sont les bienvenus dans ce que nous avons conçu comme un dialogue large, convivial, démocratique et ouvert!

Le thème de cette année est le suivant :

Le local à la lumière de la diversité, la diversité à la lumière du local.

Les réflexions entourant le multiculturalisme comme toutes les formes de diversité (immigrante, culturelle, culturelle, sociale, économique...) sont bien souvent appréhendées à travers de « grandes approches » et les actualités nationales ou internationales. Or, il apparaît que ce ne sont pas simplement les politiques nationales qui se trouvent concernées par ces demandes. Bien souvent les modalités effectives de ces politiques concernent au premier chef le local et en particulier les pouvoirs locaux. Ce sont les territoires, les lieux, les espaces politiques locaux qui sont concernés par les agencements au quotidien des diversités, l'accueil des nouveaux arrivants, les défis migratoires.

Il s'agira dans cette série de rencontres de « relocaliser » les questionnements entourant l'agencement des diversités. Nous souhaitons « mettre à l'épreuve » du local les grandes approches ou les perspectives théoriques sur le multiculturalisme, le bilinguisme, l'accueil et l'intégration des nouveaux arrivants. Dans quelle mesure les dispositifs locaux d'interactions entre la société locale et ses pouvoirs répondent-ils aux divers groupes et communautés en demande de reconnaissance spécifique, d'aide particulière, d'accommodements? Dans quelle mesure la délibération, les formes de gouvernance, les dispositifs d'accueil répondent-ils à ces « diverses diversités » qui s'expriment localement?

Ce sont bien les « diverses diversités » qui nous intéressent ici, dans tout leur éclectisme : celles des communautés autochtones installées localement depuis très longtemps, celles également des communautés francophones et acadiennes; celles apportées par les immigrants nouvellement arrivés. Il s'agira également de s'intéresser à d'autres types de diversité, parfois étroitement liées à celles précédemment évoquées : la diversité sociale, les enjeux économiques locaux, la question des nouvelles technologies et de la « glocalisation » qui transforment nos environnements.

La région de l'Atlantique et l'Acadie du Nouveau-Brunswick sont un terrain propice à de tels questionnements : éloignée des grands centres multiculturels canadiens que sont Montréal, Toronto ou Vancouver, la région n'en est pas moins marquée par la dualité linguistique et des formes locales de multiculturalisme qui contribuent au dynamisme de sa société, à l'expression de cultures variées avec les défis propres à des villes de taille moyenne..

Université de Moncton - Pavillon Léopold-Taillon

18, avenue Antonine-Maillet, Moncton, N.-B., salle Richelieu (local 157)

Lundi 1^{er} mai

8 h - 8 h 30 Accueil et inscriptions

8 h 30 - 9 h Discours d'ouverture

9 h - 10 h 30 **Formes de la gouvernance et de la représentation en francophonies canadiennes**

Cet atelier cherche à poser les jalons d'une réflexion globale sur trois principaux enjeux qui touchent les minorités, et en particulier les francophonies canadiennes : la question des formes de leur gouvernance; la question de leur représentation dans le système électoral; la question de la place des minorités dans les délibérations démocratiques au Canada en contexte de dualité linguistique. En creux, il s'agit de débattre plus étroitement des possibilités (et des contraintes) que peut offrir le « modèle canadien » de reconnaissance au regard de la place des minorités dans l'espace politique local.

Présidence de séance : Christine Paulin, Université de Moncton

La gouvernance communautaire acadienne, entre une légitimité citoyenne et corporatiste

Eric Forgues, ICRML et Michèle Landry, Université de Moncton

En voie vers une démocratie inclusive? Dans quelle mesure le système électoral peut-il être amélioré afin de mieux refléter le visage changeant du Nouveau-Brunswick »?

Jason Alcorn, Commission des services financiers et des services aux consommateurs Nouveau-Brunswick

L'exercice délibératif dans le contexte de rapports linguistiques complexes : le cas du Nouveau-Brunswick

Christine Paulin, Université de Moncton

10 h 30 - 10 h 45 Pause

10 h 45 - 12 h 15 **Techniques, information et mondialisation : le local obsolète?**

Les mutations profondes du monde contemporain ont une résonance particulière sur les communautés et les pouvoirs locaux. Transformation des modes de fonctionnement des administrations, bouleversement de notre accès à l'information, sécurité des données personnelles, confidentialité : la révolution est multiple et propulse le local dans les interstices de la mondialisation. Comment penser cette révolution? Nous n'épuiserons pas la question, bien-entendu, mais les interventions tenteront de déceler quelques-unes des lignes de force de ces bouleversements.

Président de séance : Denis Roy, Université de Moncton

La glocalisation : l'hyperlien entre le global et le local

Roromme Chantal, Université de Moncton

Les algorithmes sont-ils devenus le langage ordinaire de l'administration?

Danièle Bourcier, CNRS, CERSA, Université Paris II

Reconcevoir un monde local fragmenté par la numérisation à l'ère du citoyen pluriel

Samuel Leblanc, Université de Moncton

12 h 15 - 13 h 15 Dîner

13 h 15 - 14 h 15 **La gouvernance et les relations intergouvernementales entre l'État et les communautés autochtones : les défis et opportunités**

À partir de son expérience professionnelle en tant que consultant, la conférence propose de dresser un portrait détaillé entourant le système de gouvernance et les relations intergouvernementales entre l'État et les communautés autochtones. Dans un format interactif, nous proposons d'exposer aux participants les principaux défis et les diverses opportunités qui caractérisent les rapports « Gouvernements/Autochtones ».

Denis Leblanc, conférencier

14 h 15 - 15 h 45 **Ressources naturelles et bioéconomie : quelles perspectives futures pour le Canada et le Nouveau Brunswick?**

Les ressources naturelles est l'un des secteurs clé de l'économie canadienne et du Nouveau-Brunswick.

Cependant, il fait face à des incertitudes liées au prix du pétrole et à l'environnement politique international. Notamment, le nouveau président des États-Unis Donald Trump promet de renégocier l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA). Quelles solutions sont appropriées pour permettre la soutenabilité de ce secteur en tant qu'un moteur de l'économie canadienne et du Nouveau-Brunswick à long-terme?

Président de séance : Didier Tatoutchoup, Université de Moncton
Pierre-Olivier Pineau, HEC Montréal
Pierre-Marcel Desjardins, Université de Moncton
Thomas Raffy, Conseil économique du Nouveau-Brunswick

15 h 45 - 16 h

Goûter

16 h - 17 h 30

La lutte contre la pauvreté au Nouveau-Brunswick

L'objectif de cette table ronde est de faire avancer la réflexion collective sur différents enjeux reliés à la pauvreté au Nouveau-Brunswick. La discussion sera centrée sur les questions suivantes : Que fait le gouvernement du Nouveau-Brunswick pour lutter contre la pauvreté? Qui sont les personnes en situation de pauvreté? Quelles sont leurs réalités? Que peuvent faire les élus pour réduire la pauvreté dans la province?

Président de séance : Gabriel Arsenault

La lutte pour un salaire minimum décent au Nouveau-Brunswick

Chantal Landry, Front commun pour la justice sociale du Nouveau-Brunswick

Sœur Auréa Cormier, militante pour la justice sociale, professeure retraitée de l'Université de Moncton

La pauvreté des femmes et le rapport aux politiques sociales

Lise Savoie, Université de Moncton

Portrait et déterminants de la sécurité alimentaire des francophones au Canada atlantique

Dominique Pépin-Filion, Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques

Deux plans d'action de lutte contre la pauvreté en perspective

Luc Thériault, University of New Brunswick

19 h

Repas en ville (sur inscription)

Mardi 2 mai

9 h - 10 h 30

Immigration multiscalaire et diversité des acteurs

Atelier Voies vers la prospérité

L'immigration est un processus à bien des égards « multiscalaire » : au-delà des politiques nationales, les acteurs de l'immigration sont pluriels et interviennent à tous les niveaux : de l'État fédéral aux communautés, en passant par les municipalités ou les provinces. Ce faisant, les collaborations deviennent vite indispensables dans la réussite de l'accueil des nouveaux arrivants en particulier au sein des milieux minoritaires. Cet atelier visera à mieux comprendre les dynamiques multiniveaux qui caractérisent les politiques migratoires et les enjeux qui se posent notamment aux communautés francophones en situation minoritaire s'agissant de l'accueil des nouveaux arrivants.

Président de séance : Irving Lewis, RDÉE Canada

Les provinces et la fédéralisation de l'immigration

Mireille Paquet, Université Concordia

Immigration, municipalités et communautés francophones : similitudes et enjeux d'espaces politiques mal identifiés (EPMI)

Aude-Claire Fourot, Simon Fraser University

La gouvernance communautaire en immigration francophone : un leadership collaboratif

Yasmina Kotevski, Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada

10 h 30 - 10 h 45

Pause

10 h 45 - 12 h 15

Emploi, vie familiale et milieu scolaire : les enjeux très concrets de l'accueil du nouvel arrivant

Atelier Voies vers la prospérité

AAu-delà de l'immigration comme politique publique, il convient de bien comprendre les défis et les enjeux, toujours très singuliers, qui entourent la rencontre entre un immigrant et son nouveau milieu de vie. L'emploi et l'entrepreneuriat, s'il se situe au cœur des préoccupations des communautés d'accueil locales comme des nouveaux arrivants n'est pas tout.

L'école, la famille, le bien-être des plus proches comptent bien sûr beaucoup dans l'intégration réussie, et en retour cette installation ne sera pas sans conséquences sur les dynamiques familiales et identitaires. Comment réussir cette rencontre entre communauté d'accueil et nouvel arrivant dans son lieu de vie? C'est cette question que tenteront d'éclairer les intervenants de ce panel.

Présidence de séance : /

Défis d'employabilité des immigrants récents dans les communautés francophones et acadienne et perspectives prometteuses de l'entrepreneuriat international

Irving Lewis, RDÉE Canada

Les défis du père immigrant africain francophone d'origine subsaharienne dans son environnement : le cas de Toronto

Yolande Dweme Mbukuny Pitta, Université de Toronto

Projet LIENS et la petite enfance

Bonnie Gallant, RDÉE Île-du-Prince-Édouard

12 h 15 - 13 h 15 Dîner

13 h 15 - 14 h 15 **Prendre toute sa place. La reconnaissance locale de la diversité**

Les dispositifs publics, les institutions, les politiques d'aménagement du territoire ont une importance décisive dans la manière dont les communautés locales intégreront les « diverses diversités ». Quid de la reconnaissance de ces identités, cultures, cultes multiples? Cet atelier questionnera les réalités d'une telle reconnaissance, notamment à travers les aménagements et adaptations des lieux locaux mais aussi la mise sur pied de services d'accueil ou de réseaux en immigration.

Présidente de séance : Corina Crainic, Institut d'études acadiennes, Université de Moncton

Savoir faire sa place dans la mort. Explorations de quelques terrains de recherche

Chedly Belkhdja, Université Concordia

Intégration des immigrants à Halifax : une approche coopérative

Emmanuel Nahimana, Immigration Francophone Nouvelle-Écosse

14 h 15 - 15 h 45 **Accueillir localement les immigrants : au cœur du multiculturalisme et du bilinguisme canadien**

Cet atelier vise à mettre en perspective diverses réalités de l'accueil des immigrants « ici » : leur recrutement, leur installation en questionnant notamment l'implication des pouvoirs et des intervenants locaux dans les politiques de reconnaissance de la diversité : accueil des immigrants, promotion de la diversité etc. Nous nous intéresserons plus particulièrement aux immigrants francophones qui s'installent dans la région. Comment intégrer localement les problématiques liées à la diversité culturelle (reconnaissance, représentation, aide, ...)? Comment une communauté locale utilise, au quotidien, la diversité culturelle comme facteur de dynamisme social, culturel, économique? Quels défis entourent, à l'inverse, le multiculturalisme dans des régions moins marquées que les grands centres, par la diversité culturelle?

Président de séance : Pierre-Marcel Desjardins, Université de Moncton

Le leadership de la province du Nouveau-Brunswick en matière d'immigration francophone

Marie-Josée Groulx, Province du Nouveau-Brunswick

Pratiques prometteuses pour l'engagement des secteurs hors établissement dans les activités des PLI – Le cas du Partenariat local en matière d'immigration du Grand Moncton

Angelique Reddy Kalala, Ville de Moncton

Vers une francophonie multiple

Maha Imazitene, conférencière

15 h 45 - 16 h Goûter

16 h - 16 h 30 Clôture des Printemps

17 h - 18 h 30 Réunion du comité permanent en immigration francophone de Voies vers la prospérité

Résumés

La gouvernance communautaire acadienne, entre une légitimité citoyenne et corporatiste

Eric Forgues, ICRML et Michèle Landry, Université de Moncton

La gouvernance communautaire est le socle à partir duquel les communautés francophones et acadiennes en contexte minoritaire tentent de faire société. Les minorités de langues officielles au Canada se sont dotées de modes de représentation locale, provinciale et sectorielle, mais un seul organisme est considéré comme l'organisme porte-parole de la communauté dans chaque province. Ces organismes doivent souvent conjuguer des intérêts divergents en leur sein même. Reflétant l'importance du mode actuel d'organisation des activités et des projets communautaires en milieu francophone et acadien minoritaire, et parce qu'ils émanent des processus internes de décision collective et de la représentation de la communauté vers l'extérieur, les enjeux de gouvernance sont maintenant au cœur des projets et des débats de société. C'est pourquoi il devient opportun et pertinent de mieux comprendre ces enjeux. Notre présentation portera sur les enjeux de la gouvernance communautaire de l'Acadie du Nouveau-Brunswick qui se traduisent par des tensions entre les modes de représentation fondés sur la participation citoyenne et sectorielle, sous-tendant une opposition entre des logiques citoyenne et organisationnelle. L'analyse de l'évolution récente de la gouvernance acadienne dans cette province met bien en lumière un des principaux enjeux entourant l'exercice de la gouvernance en contexte minoritaire.

En voie vers une démocratie inclusive? Dans quelle mesure le système électoral peut-il être amélioré afin de mieux refléter le visage changeant du Nouveau-Brunswick?

Jason Alcorn, Commission des services financiers et des services aux consommateurs Nouveau-Brunswick

La présence des communautés migrantes et les immigrants contribuent au dynamisme de notre société. À titre de membre de la Commission sur la réforme électorale au Nouveau-Brunswick, l'intervenant propose de revenir sur le mandat de la commission qui était axé sur certains aspects clés, notamment l'élimination des obstacles se posant aux groupes traditionnellement sous-représentés et la détermination de façons d'améliorer la participation à la démocratie au Nouveau-Brunswick. Le 3 mars 2017, la commission a déposé son rapport qui contient 24 recommandations. Le 23 mars 2017, le gouvernement provincial a annoncé sa réponse officielle aux recommandations de la commission. Cette intervention sera une occasion privilégiée de débattre des enjeux relatifs à une telle réforme, et comment les pouvoirs locaux doivent s'adapter au multiculturalisme.

L'exercice délibératif dans le contexte de rapports linguistiques complexes : le cas du Nouveau-Brunswick

Christine Paulin, Université de Moncton

Dans la littérature sur les instruments d'actions publique (IAP), il n'y a que très peu de prise en considération des variables contextuelles et de leurs effets sur la conception des instruments, de même que sur le processus de formulation des politiques publiques. Or, par l'entremise d'une étude empirique sur la question, le cas du Nouveau-Brunswick nous permet notamment de mettre au jour la dimension linguistique comme l'une des variables contextuelles les plus influentes sur la conception des IAP (plus précisément sur les mécanismes délibératifs) et du processus décisionnel qui en découle. En ce sens, nous observons l'impact de la variable linguistique

au niveau des mécanismes délibératifs, mais également au niveau des réseaux d'action publique impliqués dans l'exercice démocratique, au niveau des institutions étatiques, et au niveau du processus de production des politiques publiques. Nos constats permettent de conclure que les IAP se traduisent différemment en contexte de rapports linguistiques complexes (un bilan qui peut d'ailleurs se transposer à l'infranational bilingue, où cohabite diverses communautés linguistiques).

La glocalisation : l'hyperlien entre le global et le local

Roromme Chantal, Université de Moncton

La globalisation est une dynamique historique qui se manifeste dans toutes les sphères de la vie en société à l'échelle du monde. Lorsqu'ils observent les processus de fragmentation ou d'homogénéisation qui en résultent, les spécialistes partagent souvent l'impression que c'est toujours des forces extérieures, venant du dehors, qui déterminent la mondialisation. Toutefois, comme cela a maintes fois été souligné, les processus mondiaux ou les réseaux ne sont pas déconnectés de l'échelon local. En fait, ils peuvent porter profondément l'empreinte du local à plusieurs importants égards. Par exemple, ils ont une origine (ils sont la conséquence de l'action de quelqu'un), mobilisent des moyens de diffusion (comme les médias) et concernent des lieux et personnes qui cristallisent leurs conséquences. Cela signifie que, partout où la mondialisation produit ses effets, la forme que prennent ceux-ci dépendra de la configuration particulière ou du contexte en présence. C'est cette convergence de dynamiques globales et de contextes locaux que certains auteurs ont nommée « glocalisation ». Par conséquent, si la globalisation traduit l'idée d'une « uniformisation culturelle » des aspects formels de la nation, la « glocalisation » rend compte de la spécificité et de la « singularité » de chaque expérience nationale dans le contexte de la globalisation. Quelle est la valeur heuristique réelle du concept de « glocalisation »? Permet-il réellement d'imaginer la globalisation au-delà d'un phénomène purement économique, comme c'est souvent le cas? Dans quelle mesure peut-on dire que le concept de « glocalisation » restitue-t-il la

globalisation dans sa réalité multidimensionnelle? Jusqu'à quel point permet-il de récupérer les dimensions culturelles et sociales de la globalisation? Et si la notion de « glocalisation » créait, en fait, un nouveau « stéréotype culturel », en récupérant les spécificités locales sur la base de ce qui est « vendable » en Occident? L'ambition de cette communication n'est pas de proposer des réponses catégoriques et définitives à ces questions, mais de montrer leur pertinence et la nécessité d'en débattre urgemment dans nos milieux académique et politique. Cette présentation, ainsi que les discussions qu'elle souhaite pouvoir alimenter, se fonderont sur l'idée centrale qu'il existe un hyperlien entre le global et que la globalisation est mieux appréhendée si, en tant que dynamique, elle est plutôt conceptualisée en terme d'une glocalisation.

Les algorithmes sont-ils devenus le langage ordinaire de l'administration?

Danièle Bourcier, CNRS, CERSA, Université Paris II

Les applications d'intelligence artificielle au droit et à l'administration ne sont pas nouvelles mais elles connaissent un réel essor ces dernières années en raison de deux facteurs principaux : le masses de données accessibles (Big data), et l'usage d'algorithmes de plus en plus sophistiqués pour les traiter. Ce qui pose des défis majeurs par rapport aux systèmes experts des années 80 c'est la grande opacité de ces nouveaux systèmes d'aide à la décision pour les citoyens auxquels ils s'adressent. Les algorithmes en effet sont des instructions exprimés en langage mathématique fort éloignés de ce qui caractérisait la logique juridique et administrative. Le principe de transparence dans l'action administrative a donc été remis à l'ordre du jour et recouvre cette exigence d'information nécessaire pour que le citoyen comprenne le raisonnement et les données qui lui sont opposés. Nous verrons à partir de plusieurs cas récents comment ce principe est garanti dans les lois en France (loi sur la République numérique, 2016) et en Europe (Règlement Général sur la protection des données personnelles, 2016).

Reconcevoir un monde local fragmenté par la numérisation à l'ère du citoyen pluriel

Samuel Leblanc, Université de Moncton

L'homogénéité relative avec laquelle Aristote composait à Athènes facilitait en quelque sorte le travail de bien penser la polis. Le pouvoir local s'exécutait autour de références plutôt communes, où l'accès au savoir était réservé. Tous n'avaient pas de pouvoir, même si chacun avait une voix, si circonscrite fût-elle. Basculés au XXI^e siècle, nous sommes confrontés à une démultiplication de voix, réelles ou factices, de proche et de loin qui exercent des pressions sur le vécu local. Adoptant une approche relevant de l'éthique des vertus, j'explore les ramifications de l'éclatement du local en tant que référent sociopolitique et éducatif à la lumière de la numérisation, l'automatisation et les technologies de l'informatisation et des communications. Le citoyen pluriel et branché, natif ou immigré, doit composer avec cette fragmentation pour incarner sa vie localement. Il peut y trouver des sources inédites de pouvoir, si l'attention y est, à défaut de quoi il sera plus qu'aliéné, mais fragmenté.

La gouvernance et les relations intergouvernementales entre l'État et les communautés autochtones : les défis et opportunités

Denis Leblanc, conférencier

À partir de son expérience professionnelle en tant que consultant, la conférence propose de dresser un portrait détaillé entourant le système de gouvernance et les relations intergouvernementales entre l'État et les communautés autochtones. Dans un format interactif, nous proposons d'exposer aux participants les principaux défis et les diverses opportunités qui caractérisent les rapports « Gouvernements/Autochtones ».

Le secteur de l'électricité au Nouveau-Brunswick et dans le nord-est américain

Pierre-Olivier Pineau, HEC Montréal

L'évolution technologique, les changements climatiques et les contraintes économiques exercent des pressions pour faire évoluer le secteur de l'électricité. Avec encore le tiers de sa production électrique liée aux combustibles fossiles, le Nouveau-Brunswick fait face à de grands défis. Cette présentation fera le point sur les défis et les opportunités dans ce secteur, dans le contexte plus large du nord-est américain.

Les provinces et la fédéralisation de l'immigration

Mireille Paquet, Université Concordia

Depuis les années 1990, au-delà du Québec, les provinces ont graduellement souhaité obtenir plus de pouvoirs en matière d'immigration et elles ont développé des institutions ainsi que des politiques visant à favoriser l'attraction et la rétention de types particuliers d'immigrants. Cette présentation explorera les mécanismes par lequel ce processus de fédéralisation de l'immigration s'est déclenchée, en considérant les dynamiques de pouvoir à l'échelle des provinces et du Canada. En considérant les innovations institutionnelles et normatives issues de ce processus, il sera aussi possible de mieux cerner les conséquences de ce changement pour la citoyenneté des nouveaux arrivants.

Immigration, municipalités et communautés francophones : similitudes et enjeux d'espaces politiques mal identifiés (EPMI)

Aude-Claire Fourot, Simon Fraser University

Sans avoir de responsabilités formelles en matière d'immigration, les municipalités et les communautés francophones en milieu minoritaire sont, depuis les années 2000, de plus en plus associées à la gouvernance de l'immigration et de l'intégration au Canada.

Pourtant, bien qu'elles soient partenaires des gouvernements fédéral et provinciaux, les municipalités et les communautés francophones, collaborent peu entre elles. Cette évolution parallèle est d'autant plus surprenante si l'on considère le fait que, malgré des différences évidentes, elles partagent des revendications et des préoccupations similaires. Cette communication s'attache à dessiner les contours d'espaces politiques aux frontières mal identifiées en : 1) situant ces espaces au sein du fédéralisme canadien; (2) décrivant des programmes et initiatives auxquels villes et communautés participent (en particulier les LIP et les RIF); et en (3) soulignant les limites de l'action des villes et communautés en matière d'immigration. En conclusion, j'aborderai les avantages d'une collaboration plus étroite entre municipalités et communautés, surtout du point de vue des francophones vivant en situation minoritaire.

La gouvernance communautaire en immigration francophone : un leadership collaboratif

Yasmina Kotevski, Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada

L'immigration dans les communautés francophones en situation minoritaire (CFSM) est un enjeu de toute première importance tant pour le gouvernement fédéral que pour les communautés francophones elle mêmes. On ne peut nier les avancées enregistrées depuis 2002 jusqu'à aujourd'hui en matière d'immigration au sein des CFSM puisqu'aussi bien le gouvernement fédéral que les organismes communautaires se sont attelés à des objectifs en matière de recrutement et d'établissement des nouveaux arrivants d'expression française. Dans ce cadre, plusieurs dispositifs ont été initiés, donnant lieu à des collaborations plus ou moins étroites entre les différents acteurs impliqués dans le continuum de l'immigration francophone. Le but de cette communication est notamment de faire un état des lieux de la gouvernance communautaire en immigration francophone et de voir en quoi elle a pu exercer un pouvoir d'influence sur les stratégies fédérales et jusqu'à quelle limite?

Défis d'employabilité des immigrants récents dans les communautés francophones et acadienne et perspectives prometteuses de l'entrepreneuriat international

Irving Lewis, Réseau de développement économique et d'employabilité Canada

Cette présentation poursuit deux objectifs : en premier lieu, nous révélerons les attitudes des employeurs face à l'embauche de nouveaux arrivants dans les communautés francophones et acadienne (CFA) et les obstacles et expériences vécues par ces derniers en milieu de travail; en second lieu, nous montrerons comment l'entrepreneuriat international peut représenter une solution pour surmonter les barrières à l'emploi de ces immigrants et faire prospérer l'économie canadienne. La démonstration sera faite à partir des résultats de deux études récentes menées par le RDÉE Canada dans le cadre de ses actions visant à mieux comprendre les enjeux et les défis de développement économique et d'employabilité auxquels sont confrontés les CFA.

Les défis du père immigrant africain francophone d'origine subsaharienne dans son environnement : le cas de Toronto

Yolande Dweme Mbukuny Pitta, Université de Toronto

L'arrivée des nouveaux arrivants dans une autre région pose souvent d'énormes problèmes. En effet, la rupture de ces nouveaux venus avec leur mode de vie habituel entraîne quelquefois des répercussions aussi bien pour les immigrants qu'au sein de la société d'accueil. Au niveau local, un nombre important d'immigrants, surtout ceux qui sont issus d'une culture différente de la culture occidentale ressentent encore plus durement cette rupture, qui est source de tension, de préjugés, de malentendus, de discriminations, de problèmes de voisinage; aussi bien dans le milieu scolaire, marché de l'emploi... tensions mêmes au sein de leur propre famille. Des recommandations de ces pères participants ont été faites vis-à-vis des structures locales sont pour les accompagner, favoriser l'harmonie et assurer le vivre ensemble. Mon travail s'inscrit dans cette optique, en tentant de savoir : qu'en est-il de l'immigrant africain francophone homme, et surtout père d'enfants résidant à Toronto : quel est son vécu familial? Quelles sont ses principales difficultés?

Projet LIENS et la petite enfance

Bonnie Gallant, Réseau de développement économique et d'employabilité Île-du-Prince-Édouard

Cette présentation va décrire les objectifs et activités ciblés du projet LIENS au sein du continuum d'immigration francophone de la province avec ses partenaires. Les travaux du RDÉE I.-P.-É s'insèrent dans le Plan de développement global provincial de la communauté francophone. L'épanouissement de la communauté futur est un but commun et les ressources humaines qualifiées au sein du secteur de la petite enfance sont une clé pour l'avenir.

Savoir faire sa place dans la mort. Explorations de quelques terrains de recherche

Chedly Belkhodja, Université Concordia

L'enjeu de la mort constitue un défi de l'intégration des populations immigrantes au Canada. L'épreuve de la mort implique une réflexion sur le lieu d'origine, pour les personnes immigrantes âgées mais aussi pour des jeunes musulmans issus de l'immigration, les secondes générations, n'ayant pas la même relation à la terre d'origine. La mort rejoint la notion du retour qui clôt ce que le sociologue algérien Abdelmalek Sayad qualifie de « l'absence de quelque part ». C'est ce moment où le migrant se questionne sur son parcours, son origine, sa communauté. Le retour puise dans une pensée patriotique de l'obligation et de la nécessité de revenir au pays d'origine. L'impératif du retour efface la souffrance et la culpabilité d'avoir quitté la famille et le pays. Avec le temps, le sens du retour évolue par effet de la réalité de l'intégration des populations immigrantes dans les sociétés d'accueil. Par conséquent, la réalité du retour n'a plus la même signification et de plus en plus de musulmans sont inhumés en terre d'immigration. Notre recherche s'intéresse à comprendre la mort musulmane en contexte d'immigration dans le contexte de plus petites villes du Canada et du Québec, soit Sherbrooke, London en Ontario et Moncton au Nouveau-Brunswick.

Par des entrevues individuelles avec des intervenants clés et des membres de la communauté musulmane, nous avons pu dégager des observations quant à la manière d'envisager la mort et l'enterrement en terre canadienne et québécoise.

Intégration des immigrants à Halifax : une approche coopérative

Emmanuel Nahimana, Immigration francophone Nouvelle-Écosse

Nous allons mener une réflexion sur les rôles des organismes et institutions francophones dans l'intégration des immigrants d'expression française, à Halifax, à travers une approche coopérative.

Le leadership de la province du Nouveau-Brunswick en matière d'immigration francophone

Marie-Josée Groulx, Province du Nouveau-Brunswick

Alors que la province se voit confrontée à des défis démographiques particuliers, l'immigration joue un rôle important dans les efforts que déploie la province pour maintenir sa croissance démographique et soutenir la prospérité économique de toutes ses régions et de l'ensemble de ses communautés linguistiques. Pour le moment, le nombre d'immigrants qui choisissent le Nouveau-Brunswick comme province d'adoption ne reflète pas l'équilibre linguistique actuel de la province, soit 2/3 d'Anglophones et 1/3 de Francophones. Selon le ministère de l'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC), de 2001 à 2010, environ 14 % des nouveaux arrivants au Nouveau-Brunswick ont indiqué que la langue officielle de leur choix était le français. Les objectifs énoncés dans ce plan d'action ont pour but de mener la province vers son objectif d'attirer au Nouveau-Brunswick 33 % de nouveaux arrivants francophones ou francophiles d'ici la fin de 2020. Afin d'appuyer les progrès à cet égard, le gouvernement s'est fixé une augmentation annuelle de 3 % de l'immigration francophone tout au long de la durée de ce plan d'action afin d'atteindre 23 % d'ici la fin de 2017.

Pratiques prometteuses pour l'engagement des secteurs hors établissement dans les activités des PLI – Le cas du Partenariat local en matière d'immigration du Grand Moncton

Angelique Reddy Kalala, Ville de Moncton

Cette présentation portera sur la réussite du Partenariat local en matière d'immigration du Grand Moncton en tant que pratique prometteuse afin d'obtenir de meilleurs résultats pour les nouveaux arrivants dans les villes de taille moyenne par l'entremise de partenariats et de collaboration intersectoriels. Les collectivités qui travaillent de concert, et qui ont adopté une stratégie et une vision communes, peuvent favoriser la collaboration et apporter des changements concrets au sein des centres urbains de moyenne taille.

Vers une francophonie multiple

Maha Imazitene, conférencière

3 questions qui nous poussent à réfléchir au visage de la sphère francophone du point de vue du nouvel arrivant francophone et de la communauté d'accueil : Comment intégrer un nouvel arrivant francophone dans une minorité linguistique? L'enjeu linguistique pèse-t-il dans le choix de la Province comme lieu de vie? Comment interagissent les francophones d'horizons divers avec la francophonie acadienne? Quelques pistes de réflexion autour de la dynamique d'échange dans une nouvelle sphère francophone.

Jason Alcorn, Commission des services financiers et des services aux consommateurs Nouveau-Brunswick

Jason Alcorn est un chargé de cours dans le programme MBA de UNB Saint-Jean, la Faculté de droit de UNB et la Faculté de droit de l'Université de Moncton. Il est titulaire d'un Baccalauréat ès arts en science politique de UNB (Saint John), un Baccalauréat en droit de la Faculté de droit de l'Université de Moncton, un Maîtrise en affaires internationales de l'Institut d'Études Politiques de Paris ainsi qu'un Baccalauréat ès arts en science politique de UNB (Saint John). Jason est également un ancien élève de la prestigieuse École nationale d'administration en France. Il est parfaitement bilingue. Il poursuit actuellement une Maîtrise en droit des valeurs mobilières à Osgoode Hall Law School à Toronto. Jason siège actuellement à titre d'ancien président de la Commission de la bibliothèque de Saint John et siège actuellement au conseil d'administration de la Fondation Sheila Hugh Mackay. De plus, il siège au conseil d'administration de CPA Nouveau-Brunswick à titre de représentant du public. Jason a récemment agi à titre de membre auprès de la Commission sur la réforme électorale du N.-B. et il est un membre du Comité Bretton Woods. Conseiller juridique principal, Commission des services financiers et des services aux consommateurs (N.-B.) et chargé de cours à la Faculté de droit de l'Université de Moncton et le programme MBA de la University of New Brunswick (campus de Saint-Jean).

Chedly Belkhodja, Université Concordia

Chedly Belkhodja est professeur et directeur de l'École des affaires publiques et communautaires à l'Université Concordia. Avant de se joindre à l'École en 2014, il a été professeur au département de science politique à l'Université de Moncton. Ses recherches portent sur les questions de l'immigration dans les villes de taille moyenne et dans les régions de faible immigration et des discours et représentations de la diversité culturelle, religieuse et ethnique. Il mène également une réflexion sur le phénomène du populisme et des idéologies de la droite. Il a été impliqué dans la création du centre Métropolis atlantique en tant que directeur de recherche et, de

2006 à 2012 comme directeur du centre. En parallèle, il a réalisé deux films produits par l'Office national du film du Canada, soit Tableaux d'un voyage imaginaire en 2001 avec le cinéaste Jean Chabot et Au bout du fil en 2006.

Danièle Bourcier, CNRS, CERSA, Université Paris II

Directrice de recherche au CERSA (CNRS/Paris II), elle est membre de la commission de réflexion sur l'éthique du numérique (CERNA-ALLISTENE). Elle a travaillé sur l'éthique de l'intelligence artificielle et sur le partage des données au sein du comité d'éthique des sciences du CNRS (COMETS). Docteur d'Etat en droit public, elle travaille et enseigne sur les thèmes de la gouvernance, du droit et des technologies. Elle est également responsable scientifique du projet Creative Commons France et vice-présidente de l'AFSCET (Association Française de Science des Systèmes). Derniers ouvrages publiés : C'est quoi la sérendipité. 80 découvertes dues au hasard qui ont bouleversé le cours de l'histoire, Danièle Bourcier & Pek Van Andel, Le Courrier du Livre, 2017; Big data & Open data; nouveaux défis pour la vie privée, D. Bourcier et P.de Filippi (éds), Paris, Mare & Martin, 2016

Roromme Chantal, Université de Moncton

Roromme Chantal est professeur de science politique à l'École des hautes publiques (HEP) de l'Université de Moncton. Il est également ancien fonctionnaire du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et co-auteur, avec Mamoudou Gazibo, d'un nouvel ordre mondial made in China (PUM, 2011).

Yolande Dweme Mbukuny Pitta, Université de Toronto

Yollande Dweme M. Pitta est étudiante en doctorat en éducation à l'université de Toronto au Centre de recherches en éducation franco-ontarienne (CREFO). À ce titre, elle travaille sur la question des professionnels formés à l'étranger et leur insertion au travail en contexte francophone minoritaire. Elle est travailleuse sociale de formation, membre de l'ordre des travailleurs sociaux et des techniciens en travail

social de l'Ontario. Elle a une maîtrise en travail social à l'Université Laurentienne et un baccalauréat en travail social dans le département de Science Sociale politique et économique à l'Université Libre de Bruxelles avec une spécialisation en entreprise et administration. Actuellement, elle œuvre dans le domaine du développement économique et de l'employabilité ainsi que dans l'éducation. Elle a, et continue à s'impliquer au sein des conseils d'administration des organismes à but non lucratif.

Eric Forgues, ICRML

Éric Forgues a obtenu son doctorat en sociologie à l'Université de Montréal. Sa thèse portait sur le rôle de l'État dans le développement économique des francophones au Québec. Depuis 1998, il mène des recherches à l'Université de Moncton sur le développement communautaire et l'économie sociale, ainsi que le développement régional et durable. Il a enseigné à l'Université de Moncton en sociologie et en études environnementales. Il a également œuvré au Bureau de soutien à l'innovation de l'Université de Moncton. Depuis 2012, il est Directeur général de l'Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques. Il a été directeur adjoint et chercheur de l'ICRML de 2003 à 2012. Ses travaux portent sur le développement des communautés en contexte minoritaire et le rôle que jouent la gouvernance, le capital social et les capacités communautaires dans les initiatives visant leur développement. D'autres travaux portent sur la migration, les disparités de revenu, le modèle de prise en charge des besoins en santé des communautés en contexte minoritaire.

Aude-Claire Fourot, Simon Fraser University

Aude-Claire est professeure agrégée à l'Université Simon Fraser. Ses recherches sont au croisement des politiques publiques, de la politique comparée et de la politique canadienne. Elle a publié des articles traitant de la diversité ethnique, religieuse et linguistique au Canada comme en Europe, en particulier à travers l'étude des instruments d'action publique et de ses mécanismes à l'échelle locale. Son ouvrage – L'intégration des immigrants. Cinquante d'ans d'action publique locale – a été publié aux Presses de l'Université de Montréal en 2013.

Bonnie Gallant, Réseau de développement économique et d'employabilité Île-du-Prince-Édouard

Directrice générale du RDÉE I.-P.-É depuis 2012, Bonnie Gallant dirige une équipe de 10 personnes. La mission du RDÉE I.-P.-É est de contribuer activement au développement économique communautaire et entrepreneurial et à la création d'emplois au sein de la communauté acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard, tout en collaborant à l'épanouissement économique de la province. Le RDÉE I.-P.-É intervient dans le dossier d'immigration économique via son Projet LIENS. Mme Gallant détient un baccalauréat en Administration des affaires et a été gestionnaire pendant 15 années également dans le secteur privé.

Marie-Josée Groulx, Province du Nouveau-Brunswick

Marie-Josée Groulx compte près de 20 années d'expérience dans la fonction publique provinciale. Elle a surtout travaillé en communications et marketing au sein de plusieurs ministères, faisant d'elle une employée polyvalente et efficace. En 2013, elle a accepté le poste de responsable des initiatives francophones pour la Division de la Croissance démographique, poste qu'elle occupe encore aujourd'hui. Dans le cadre de ses fonctions, Marie-Josée travaille de près avec de nombreux intervenants de l'immigration francophone et cherche à attirer des familles francophones et francophiles qui sauront s'adapter et prospérer au Nouveau-Brunswick.

Maha Imazitene, conférencière

Maha possède une Maîtrise en Éducation et un Diplôme Supérieur en Littérature générale et Comparée de la Sorbonne Nouvelle (Paris 3) et un MBA cadre en management international de L'Université du Québec à Montréal et Paris Dauphine. Originaire du Liban où elle a débuté sa carrière comme chargée de cours en pédagogie et formatrice de formateurs en enseignement des langues étrangères à l'Université Saint Joseph à Beyrouth, Maha a par la suite occupé plusieurs postes de

responsabilité en France en gestions d'équipes et de projets à l'international dans le domaine de l'édition, de la formation et des nouvelles technologies. Ayant voyagé dans plus de 20 pays et vécu dans 3 continents différents, elle tient à faire avancer la cause immigrante et le dialogue entre les communautés. Depuis son arrivée à Moncton (NB), elle œuvre pour l'intégration des nouveaux arrivants dans la communauté d'accueil par le rapprochement et le dialogue des cultures.

Yasmina Kotevski, Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada

Yasmina Kotevski possède une Maîtrise en économie du développement. Elle a œuvré pendant près de quinze ans dans le domaine du développement international et celui de l'aide humanitaire dans divers pays et dans divers contextes. Avant de se joindre à l'équipe de la FCFA en tant que gestionnaire- Immigration, Yasmina a travaillé au service de la Société franco-manitobaine où elle a coordonné le Réseau en immigration francophone du Manitoba et a contribué sensiblement à la cohésion du réseau toujours dans l'objectif d'assurer l'accès au continuum des services aux immigrants d'expression française.

Michelle Landry, Université de Moncton

Originaire de Moncton, Michelle Landry est professeure de sociologie à l'Université de Moncton, campus de Shippagan. Ses travaux de recherche portent sur le pouvoir et l'organisation sociopolitique des minorités linguistiques. Elle travaille également sur le rôle perçu des municipalités dans les districts de services locaux du Nouveau-Brunswick. Michelle Landry est l'auteure de *L'Acadie politique. Histoire sociopolitique de l'Acadie du Nouveau-Brunswick*, ainsi que d'articles universitaires et de chapitres d'ouvrages collectifs. Elle a également fait paraître, en 2015 avec Martin Pâquet et Anne Gilbert, l'ouvrage collectif *Mémoires et mobilisations*. Elle a obtenu un doctorat en sociologie de l'Université Laval en 2011.

Denis Leblanc, conférencier

Denis LeBlanc est un formateur et facilitateur d'ateliers certifié, il est aussi consultant en gestion de développement. Diplômé en psychologie et travail social, Denis a une large expérience dans le soutien d'individus, de groupes et d'organisations visant à atteindre leurs buts et aspirations. Denis offre une vaste gamme de services personnalisés, y compris : l'écriture technique, la gestion de projet, l'évaluation de programme, le conseil de cadres, ateliers / entraînements et livraison d'un produit fini, la défense d'intérêts, le développement de partenariats et la gestion, l'amélioration de qualité, l'expression en public, la planification stratégique, la gestion du changement, la résolution de conflits aussi bien que la traduction de la connaissance et de la recherche. Sa pratique en tant que consultant est fondée sur une approche qui est un processus adapté, mettant en avant les personnes et axé sur les résultats.

Samuel Leblanc, Université de Moncton

Samuel LeBlanc est chargé de cours à l'Université de Moncton en philosophie, économie, sciences politiques et éducation depuis 11 ans. Il a été économiste à l'Institut canadien de recherche sur le développement régional, à un cabinet de recherche privé et à Industrie Canada. Ses études en économie (BA, Université de Moncton; MA, Université de Montréal), langue allemande et philosophie (BA, McGill) ont été récompensées par la Fondation Baxter & Alma Ricard. Fêru de l'enseignement, il finira un diplôme d'éducation (BA, Université de Moncton). Candidat au doctorat en éducation (University of New Brunswick), la thèse de M. LeBlanc touche les vertus intellectuelles des étudiants dans un monde animé par les nouvelles technologies à l'ère de la mondialisation. Il a l'appui de la bourse Joseph-Armand Bombardier Canada et la Fondation pour l'innovation du N.-B.

Irving Lewis, Réseau de développement économique et d'employabilité Canada

Irving Lewis est Gestionnaire du développement organisationnel, de la recherche et de l'innovation au RDÉE Canada. À ce titre, il gère l'agenda de recherche de l'organisation. Avant de se joindre à l'équipe du RDÉE Canada, Irving Lewis a travaillé dans le monde de l'entreprise, enseigné à l'université et fait partie d'équipes de recherches dans des instituts de recherche canadiens et étrangers. Auteur et co-auteur de plus de vingt publications (chapitres d'ouvrage, article de revue, études, etc.), monsieur Lewis a participé à de nombreux colloques en tant que conférencier, organisé plusieurs manifestations scientifiques (ateliers, séminaires, conférences) et fait des apparitions dans les médias. Irving Lewis est titulaire d'un doctorat en science politique de l'Université Laval.

Emmanuel Nahimana, Immigration francophone Nouvelle-Écosse

Emmanuel Nahimana, originaire du Burundi, pays francophone d'Afrique de l'Est, il a une Licence en langue et littérature françaises et une maîtrise en éducation en contexte de diversité. Depuis, son arrivée en Acadie, il se lie d'amitié avec la communauté acadienne et francophone de la Nouvelle-Écosse, et y a trouvé vite sa place d'abord a travaillé pour l'Équipe de l'alphabetisation de la Nouvelle-Écosse, ensuite à l'Université Sainte Anne, en même temps qu'il faisait du temps partiel à la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse (FANE), où il est présentement gestionnaire du projet immigration francophone. Emmanuel, par sa conviction et son expertise, encourage les immigrants d'expression française dans leur processus d'intégration dans les communautés francophones en situation minoritaire au Canada.

Mireille Paquet, Université Concordia

Mireille Paquet (PhD, Université de Montréal) est professeure adjointe au département de science politique de l'Université Concordia et dirige le centre pour l'évaluation des politiques d'immigration (CEPI) de l'Université Concordia. Ses recherches, financées par le FRQSC et le CRSH, portent sur la gouvernance de l'immigration en contexte fédéral, sur les politiques publiques d'immigration et sur l'administration publique des questions migratoires.

Christine Paulin, Université de Moncton


Christine C. Paulin est professeure adjointe à l'École des Hautes études publiques (HEP – secteurs administration publique et gestion des services de santé) depuis 2013. Diplômée de l'Université Sainte-Anne, de l'Université de Moncton et de l'Université d'Ottawa, elle a fait des études en administration des affaires (B.A.A. – programme coopératif), en administration publique (M.A.P.) et en administration publique – avec majeure en analyse des politiques publiques et mineure en gestion publique (Ph.D.). Ses domaines d'enseignement comprennent notamment l'analyse des politiques publiques (dont l'approche par les instruments d'action publique, par les institutions et par les intérêts), la gouvernance contemporaine et le rôle de l'État (paliers régional/municipal, provincial et fédéral), la budgétisation publique et la méthodologie de recherche. Ses travaux de recherche s'inscrivent dans les domaines de l'analyse des politiques publiques, plus particulièrement sur la conception et la mise en œuvre des instruments d'action publique (mécanismes délibératifs), en contexte d'élaboration des politiques publiques.

Pierre-Olivier Pineau, HEC Montréal

Pierre-Olivier Pineau (Ph.D. HEC Montréal) est professeur titulaire au département des sciences de la décision de HEC Montréal et titulaire de la chaire de gestion du secteur de l'énergie. Il est un spécialiste des politiques énergétiques, notamment du secteur de l'électricité. Il a publié de nombreux articles sur le secteur de l'énergie, dont la plupart explorent les liens entre l'énergie et certains aspects du développement durable. Il intervient régulièrement dans les médias pour analyser l'actualité énergétique. Il a produit divers rapports pour le gouvernement ou des organismes publics. Il est membre de la CAEE, du CIRODD et de l'institut EDDEC. Avant d'être à HEC Montréal, il a été professeur à l'Université de Victoria (BC) de 2001 à 2006.

Angelique Reddy Kalala, Ville de Moncton

Originaire de Halifax, Angelique Reddy-Kalala a obtenu son diplôme de l'université Saint Mary's en développement international. La plupart de ses études ont ensuite été faites en Afrique de l'Ouest. Elle a commencé sa carrière à l'Association multiculturelle du Grand Moncton en tant que conseillère en installation de réfugiés et, par la suite, à titre de coordonnatrice de programmes. En 2007, Angelique s'est jointe au YMCA du Grand Moncton à titre de directrice du développement communautaire. Elle a contribué aux services d'alphabétisation et de sensibilisation et aux programmes offerts aux jeunes à risques. Elle a aussi mis l'accent sur la création de programmes pour les nouveaux arrivants et sur la gestion des initiatives internationales. En novembre 2014, Angelique est devenue agente de la stratégie d'immigration de la Ville de Moncton, recevant le mandat de mener à bien la Stratégie d'immigration du Grand Moncton avec les intervenants en immigration, tout en mettant en œuvre des solutions en matière d'immigration pour combler les besoins en main-d'œuvre de la Ville de Moncton. En 2014, Angelique a aussi dirigé la mise en œuvre du Partenariat local en matière d'immigration du Grand Moncton, dont elle est actuellement la présidente.



Nous sommes fiers de nous associer à plusieurs partenaires
dans l'organisation et le financement des Printemps.

Merci à nos partenaires financiers :

Chaire de recherche du Canada en administration publique et gouvernance

Société de développement régional, Gouvernement du Nouveau-Brunswick

Voies vers la Prospérité

Atlantic Immigration Research Knowledge Communication Grant

l'Institut d'administration publique du Canada – Chapitre de Moncton

Société Nationale de l'Acadie

Faculté des arts et des sciences sociales, Université de Moncton

Fédération des communautés francophones et acadiennes

**À propos de l'École des Hautes études publiques
de l'Université de Moncton...**

La toute nouvelle École des hautes études publiques (HEP) est une unité de la Faculté des arts et des sciences sociales de l'Université de Moncton. Elle a été créée le 1^{er} juillet 2016. Elle regroupe plusieurs disciplines : science économique, science politique, administration publique et gestion de services de santé. L'École des HEP a un corps professoral d'une quinzaine de personnes, des chargés de cours et un personnel de soutien. Elle accueille une centaine d'étudiantes et d'étudiants dans plusieurs programmes de premier et de deuxième cycle. Les Printemps de l'École des HEP est une activité qui s'inscrit dans notre volonté de contribuer au dynamisme scientifique et pédagogique de notre nouvelle structure et à la vie intellectuelle de la communauté acadienne.

